

MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME AUTO EVALUATION

Réalisée par la personnes publiques responsable en application des articles R.104-33 à R.104-37 du Code de l'Urbanisme pour un Plan Local d'Urbanisme

Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale.



L'article R.104-34 du Code de l'Urbanisme issu du décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021, a modifié le régime de l'évaluation environnementale de certains plans et programmes régis par le Code de l'Urbanisme.

Il a introduit un nouveau dispositif de cas par cas selon lequel c'est à la personne publique responsable qu'il revient d'évaluer elle-même si son projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Si tel est le cas, elle réalise une évaluation environnementale. En revanche, si la personne publique responsable estime qu'il n'est pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale, elle saisit alors l'Autorité Environnementale pour avis sur sa décision de ne pas réaliser d'évaluation. Cette saisine doit être accompagnée d'un dossier comprenant les pièces énumérées par l'article R.104-34.

Article R.104-34 du Code de l'Urbanisme

En application du second alinéa de l'article R. 104-33, la personne publique responsable transmet à l'autorité environnementale un dossier comprenant :

1° Une description de la carte communale, de la création ou de l'extension de l'unité touristique nouvelle ou des évolutions apportées au schéma de cohérence territoriale, au plan local d'urbanisme ou à la carte communale ;

2° Un exposé décrivant notamment :

a) Les caractéristiques principales du document d'urbanisme ou, le cas échéant, pour l'unité touristique nouvelle, les éléments mentionnés aux 2°, 3° et 5° du I de l'article R. 122-14 ;

b) L'objet de la procédure d'élaboration ou d'évolution ;

c) Les caractéristiques principales, la valeur et la vulnérabilité du territoire concerné par la procédure ;

d) Les raisons pour lesquelles son projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

L'exposé mentionné au 2° est proportionné aux enjeux environnementaux de la procédure menée.

La liste détaillée des informations devant figurer dans l'exposé est définie dans un formulaire dont le contenu est précisé par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

L'arrêté du 26 avril 2022, publié au Journal officiel du 15 mai 2022 définit dans son annexe 2 le formulaire.

La rubrique 6 du formulaire, doit permettre à l'autorité compétente de s'auto évaluer.

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation, et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

L'article R.104-34 du Code de l'Urbanisme énonce que le dossier de saisine de l'autorité environnementale, à l'issue de l'auto-évaluation qui conclut à l'absence d'incidences sur l'environnement, comprend un exposé démontrant cette absence d'incidences sur l'environnement « au regard des critères de l'annexe II » de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Cette annexe énonce que les critères qui permettent de déterminer l'ampleur probable des incidences comprennent notamment les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Goncelin a été approuvé en Conseil Municipal le 30 juin 2005. Le document d'urbanisme a fait l'objet d'une révision allégée approuvée en 2013 et qui a permis de classer en zone Ue 1,5 hectares d'espace agricole afin de réaliser un pôle d'équipements sportifs comprenant des infrastructures sportives de plein air.

La commune de Goncelin a prescrit par délibération en date du 17 octobre 2024, la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme afin de corriger, compléter et préciser les règles inscrites dans le règlement écrit du document d'urbanisme. Les modifications et ajustements portent notamment sur les points suivants :

Modifier les règles d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Afin d'apporter davantage de souplesse aux pétitionnaires dans leurs projets et de permettre une certaine densification du tissu résidentiel (zones Ub et Uc), la commune souhaite réduire le retrait d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques (de 7 mètres à 5 mètres).

Règlementer les balcons en surplomb du domaine public

En zone Ua, Ub, AUa, AUb et AU, l'article 7 autorise notamment une implantation des constructions à l'alignement des voies et des emprises publiques. Pour des raisons de sécurité, la commune souhaite règlementer les balcons en surplomb du domaine public dans ces zones. En précisant que : *les balcons en surplomb de la route départementale 523 sont interdits. Les balcons au-dessus des autres voies sont autorisés à partir du deuxième niveau et dans la limite de 1,50 m de profondeur.*

Modification de la règle concernant l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur la même propriété en zone Ui

Le règlement écrit du Plan Local d'Urbanisme en vigueur précise à l'article 8 « Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur la même propriété » que : [...] *L'axe longitudinal des bâtiments devra être perpendiculaire à l'axe du RD523, toutefois pour des raisons techniques et de configuration de terrain des adaptations exceptionnelles seront possibles.* Cette règle apparaît à ce jour contraignante d'autant que certaines activités se sont implantées aussi bien parallèlement que perpendiculairement l'axe du RD523. Par conséquent, la commune souhaite supprimer ce principe d'implantation.

Encadrer l'installation des antennes et pylônes de téléphonie mobile

Le règlement écrit du PLU en vigueur ne présente aucune règle spécifique pour les pylônes de téléphonie mobile. Ne relevant pas des constructions, la hauteur n'est pas limitée avec les impacts négatifs que cela peut entraîner en termes d'insertion. Par conséquent, la commune a souhaité intégrer à une règle spécifique concernant ces installations. L'article 10 concernant la hauteur des constructions est ainsi complété dans toutes les zones du PLU de la façon suivante : *La hauteur maximale des poteaux, antennes-relais et pylônes de téléphonie mobile, est limitée à 12 mètres. Lorsqu'ils sont installés sur des constructions, la hauteur de ces ouvrages est limitée à 3,5 mètres au-dessus de la hauteur atteinte par la construction. Les antennes relais devront faire l'objet d'un habillage afin de s'insérer dans l'environnement par le biais d'un dispositif de type trompe-l'œil.*

Encadrer l'installation des panneaux solaires et photovoltaïques

A ce jour, l'article 11 du règlement écrit concernant l'aspect extérieur des constructions ne développe aucune règle en ce qui concerne l'installation et l'insertion des panneaux solaires et photovoltaïques. La commune souhaite profiter de cette modification afin de compléter son règlement écrit sur ce point. Ainsi, *Les panneaux solaires (thermiques et photovoltaïques) devront s'intégrer harmonieusement à la toiture. Ils devront être regroupés dans le même plan que le pan de la toiture, excepté pour les toitures terrasses. Les panneaux pourront être installés en sur épaisseur, mais ils devront impérativement être parallèles aux pans de la toiture : l'inclinaison des panneaux solaires est donc interdite à l'exception des dispositifs installés en toitures terrasses : dans ce cas, la hauteur des panneaux solaires ne devra pas dépasser l'acrotère. Les panneaux solaires en façade sont autorisés à condition qu'ils soient intégrés architecturalement au bâti : dans ce cas, ils devront être installés parallèlement à la façade. Les panneaux solaires au sol sont interdits.*

Modifier les règles concernant les ouvertures

L'article 11 du règlement écrit concernant l'aspect extérieur des constructions développe des règles en ce qui concerne les ouvertures en façade. Dans les zones Ua, Ub, Uc, Uh, AUa, AUb et AU il est notamment indiqué : *d'une manière générale, les ouvertures seront plus hautes que larges ; les vitrines ne devront pas faire saillie à la façade.*

Si cette règle peut apparaître pertinente en zone Ua, zone qui correspond au bourg historique de la commune, celle-ci ne semble pas adaptée aux constructions développées en zone Ub, Uc, Uh, AUa, AUb et AU. Ainsi, afin de faciliter les rénovations et réhabilitations la commune souhaite assouplir cette règle en zone Ua et la supprimer dans les autres zones du PLU.

Modifier les règles concernant les clôtures

L'article 11 du règlement écrit concernant l'aspect extérieur des constructions précise les règles en ce qui concerne l'aspect et la hauteur des clôtures.

La commune souhaite :

- préciser les règles concernant la hauteur des clôtures en zones Ua et différencier la hauteur des clôtures à l'alignement des voies de la hauteur des clôtures en limite séparative ;
- clarifier la règle en zone Ub, Uh, AU, AUa et AUb
- réglementer les clôtures en zone Uc, paragraphe absent à ce jour dans le règlement écrit.

Modifier et préciser les règles concernant les toitures

L'article 11 du règlement écrit concernant l'aspect extérieur des constructions précise les règles en ce qui concerne les toitures. La commune souhaite préciser compléter les règles en ce qui concerne les toitures des annexes afin d'apporter davantage de souplesse pour celles-ci. De plus, la commune souhaite autoriser les terrasses tropéziennes afin de faciliter l'aménagement des combles pour les constructions en zone Ua. Enfin, la commune souhaite autoriser les toitures plates pour les bâtiments agricoles et d'exploitation en zone A.

Harmoniser les règles de hauteur et réglementer la hauteur des constructions en toiture plate

Selon les zones, la règle de hauteur est exprimée en mètres ou en nombre d'étage. Afin de faciliter la lecture et la compréhension du règlement, la commune souhaite harmoniser l'expression de la hauteur : l'unité métrique est à retenir.

De plus, dans toutes les zones du PLU, la hauteur des constructions est calculée par rapport au faîtage. Afin de tenir compte des évolutions architecturales et d'encadrer la hauteur des constructions à toit plat, il convient d'ajouter une règle de hauteur concernant ces constructions.

Préciser les règles concernant l'assainissement des eaux pluviales et les eaux de vidange des piscines

La commune souhaite compléter les règles concernant l'assainissement des eaux pluviales afin de préconiser l'infiltration des eaux à la parcelles, et apporter des précisions quant à la gestion des eaux de vidange des piscines.

Compléter le règlement par des dispositions concernant la gestion des déchets

Afin d'assurer une meilleure prise en compte de la thématique « déchets » aujourd'hui inexistante dans le PLU, la commune souhaite intégrer un paragraphe spécifique au règlement du PLU que cela concerne les points d'apport volontaire ou encore le compostage. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2024, conformément à la loi sur la transition énergétique et la croissance verte, tous les habitants du territoire doivent pouvoir avoir accès à une solution de tri à la source des bio-déchets. Pour y répondre, la Communauté de Communes le Grésivaudan a choisi une solution « tout composte » et développe actuellement le compostage individuel et partagé. Aussi, afin de se conformer à cette obligation, tout nouveau projet doit intégrer une solution de compostage.

Mettre à jour la liste des emplacements réservés et le lexique

AUTO-EVALUATION

Au vu des éléments fournis ci-dessus, les évolutions du Plan Local d'Urbanisme envisagées n'ont aucune incidence sur les thématiques considérées suivantes :

- ↳ **Les milieux naturels et la biodiversité**
- ↳ **La consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers**
- ↳ **Les zones humides**
- ↳ **L'eau potable**
- ↳ **La gestion des eaux pluviales**
- ↳ **L'assainissement**
- ↳ **Le paysage et le patrimoine bâti**
- ↳ **Les sols pollués et les déchets**
- ↳ **Les risques et nuisances**
- ↳ **L'air, l'énergie, le climat**